

# Pendant la campagne électorale, les revendications continuent

## Article paru dans FO Hebdo n°3019

**Conformément à son principe et sa pratique de liberté et d'indépendance syndicales, Force Ouvrière ne donnera aucune consigne de vote à l'occasion des élections présidentielles et des élections législatives qui suivront.**

Pour nous, les partis politiques et les syndicats ont des rôles différents en démocratie, les premiers ayant vocation à rassembler toutes les catégories de la population et à exercer le pouvoir ou le contre-pouvoir, les seconds ayant pour rôle de représenter et défendre les intérêts de l'ensemble des salariés actifs, chômeurs et retraités, et d'exercer un rôle de contrepoids.

Une élection politique est un choix citoyen. Notre rôle c'est de représenter et défendre les droits de ce que beaucoup n'osent plus appeler la classe ouvrière. Cela ne signifie pas pour autant qu'une période électorale politique est une période d'abstinence revendicative. Il nous appartient donc d'affirmer ou de réaffirmer nos revendications et analyses.

C'est l'objet de cette lettre-argumentaire présentée en quatre chapitres: la crise, la république sociale, la réforme fiscale et la politique industrielle.

Toutes les revendications et positions de Force Ouvrière n'y figurent pas, elles sont écrites noir sur blanc dans les dernières résolutions de notre congrès confédéral de 2011.

Nos positions et revendications sont cohérentes et interdépendantes.

Elles impliquent de rompre avec la logique anglo-saxonne, de réorienter les modalités de la construction européenne, de reréglementer, de revivifier le service public. Elles resituent l'économie au rang d'outil et non de finalité.

Elles impliquent de sortir de l'austérité en France et en Europe, de réfléchir à un protectionnisme au niveau de la zone euro, de soutenir l'augmentation générale des salaires comme élément indispensable de progrès.

S'agissant de la situation en France, elles exigent comme objectif le respect des principes fondamentaux de la république (liberté, égalité, fraternité) au-delà des discours, dans les actes et décisions.

La république n'est pas soluble dans le marché, la république sociale est antinomique avec l'austérité.

Quels que soient le gouvernement et la majorité au pouvoir demain, Force Ouvrière défendra en toute liberté et indépendance ses positions et revendications.

C'est aussi pour cela qu'il n'appartient pas au syndicat de donner des consignes de vote.

Ajoutons que nous considérons que chaque travailleur, en tant que citoyen, est majeur, qu'il n'a pas besoin de directeur de conscience pour lui dicter son comportement dans l'isoloir.

C'est aussi cela la liberté.

Amitiés syndicalistes,

**Jean-Claude Mailly, Secrétaire général**



<http://fovinatier.free.fr/>

**Activité syndicale du 21/02/2012**